

ARRET

N° 674

COUR D'APPEL D'AMIENS

1ERE CHAMBRE CIVILE

**ARRET DU VINGT SEPT SEPTEMBRE
DEUX MILLE DIX HUIT**

C/

Association

Numéro d'inscription de l'affaire au répertoire général de la cour : N° RG
16/01948

Décision déférée à la cour : JUGEMENT DU TRIBUNAL D'INSTANCE
D'AMIENS DU VINGT DEUX FEVRIER DEUX MILLE SEIZE

PARTIES EN CAUSE :

Monsieur Thomas
de nationalité Française

Représenté par Me Aurélie GUYOT, avocat au barreau D'AMIENS

*(bénéficie d'une aide juridictionnelle Totale numéro du 22/11/2016 accordée
par le bureau d'aide juridictionnelle d'AMIENS)*

APPELANT

ET

agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette
qualité audit siège

Représentée par Me Jérôme LE ROY de la SELARL LEXAVOUE
AMIENS-DOUAI, avocats au barreau D'AMIENS
Ayant pour avocat plaidant Me François LOYE - SCP JURI EUROP, avocat au
barreau de LYON

INTIMEE

DEBATS :

A l'audience publique du 31 mai 2018, l'affaire est venue devant Madame
Sophie PIEDAGNEL, magistrat chargé du rapport siégeant sans opposition des
avocats en vertu de l'article 786 du Code de procédure civile. Ce magistrat a
avisé les parties à l'issue des débats que l'arrêt sera prononcé par sa mise à
disposition au greffe le 27 septembre 2018.

La Cour était assistée lors des débats de Mme Vitalienne BALOCCO, greffier.

COMPOSITION DE LA COUR LORS DU DELIBERE :

Le magistrat chargé du rapport en a rendu compte à la Cour composée de M. Philippe COULANGE, Président, M. Pascal MAIMONE et Madame Sophie PIEDAGNEL, Conseillers, qui en ont délibéré conformément à la Loi.

PRONONCE DE L'ARRET :

Le 27 septembre 2018, l'arrêt a été prononcé par sa mise à disposition au greffe et la minute a été signée par M. Philippe COULANGE, Président de chambre, et Mme Monia LAMARI, greffier.

*
* *

DECISION :

Sur requête de l'association [REDACTED] une ordonnance en date du 22 avril 2015 a condamné M. Thomas [REDACTED] à payer la somme de 5.300 euros avec intérêts au taux légal à compter du 7 février 2015.

Le 10 novembre 2015, M. [REDACTED] a formé opposition à cette décision. Bien que régulièrement convoqué, M. [REDACTED] n'a pas comparu.

C'est dans ces conditions que le tribunal d'instance d'Amiens a, par jugement rendu le 22 février 2016 :

- reçu l'opposition à injonction de payer du 22 avril 2015
- l'a mise à néant

Statuant à nouveau

- condamné M. [REDACTED] à payer l'association [REDACTED] la somme de 5.300 euros avec intérêts au taux légal à compter du 7 février 2015
- condamné M. [REDACTED] à payer l'association [REDACTED] la somme de 100 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile
- condamné M. [REDACTED] aux dépens qui comprendront les frais relatifs à la prise et la signification de l'ordonnance d'injonction de payer.

Par déclaration datée du 19 avril 2016 enregistrée au greffe le 20 avril 2016 M. [REDACTED] a interjeté appel de cette décision.

Par conclusions transmises par la voie électronique le 22 février 2017, M. [REDACTED] demande à la Cour de :

- déclarer recevable et bien fondé M. [REDACTED] en son appel
- débouter l'association [REDACTED] de toutes ses demandes, fins, moyens et conclusions
- infirmer la décision entreprise en toutes ses dispositions

Statuant à nouveau, vu les articles 10 du code civil et 132 du code de procédure civile

- dire et juger que l'association [REDACTED] ne verse pas aux débats la convention litigieuse dans son intégralité
- en conséquence, vu les articles L111-1 du code de la consommation et 1315 du code civil, constater qu'elle ne justifie pas des prestations réalisées au profit de M. [REDACTED]
- la débouter de toutes ses demandes

A titre subsidiaire

- vu l'article L132-1 du code de la consommation, dire et juger réputées non

écrites les clauses abusives des articles 9 et 10 du contrat d'adhésion litigieux
- vu l'article L111-1 du code de la consommation et 1315 du code civil, dire et juger que vu l'article L132-1 du code de la consommation a manqué à son obligation de d'information et de conseil

- dire et juger que le consentement de M. [REDACTED] a été vicié
- en conséquence, résilier le contrat litigieux
- condamner de ce chef l'association [REDACTED] à verser à M. [REDACTED] la somme de 5.300 euros à titre de dommages et intérêts
- la condamner à verser au concluant la somme complémentaire de 2.500 euros à titre de dommages et intérêts pour le préjudice matériel et moral subi

A titre extrêmement subsidiaire, au cas où par impossible la cour ne ferait pas droit aux demandes de M. [REDACTED] vu l'article 1244-1 du code civil
- lui accorder les plus larges délais de paiement dans un délai de deux années

En tout état de cause

- condamner l'association [REDACTED] en tous dépens de première instance et d'appel dont distraction est requise au profit de Me Aurélie Guyot avocat aux offres de droit.

A l'appui de son recours, M. [REDACTED] soutient en substance que :

A titre principal

- suite à une sommation de communiquer du 1^{er} août 2016, des pièces dont certaines pages sont illisibles ont été communiquées par RPVA
- dans l'impossibilité de vérifier leur contenu et véracité, à défaut de communication en original de la pièce n°1, l'association [REDACTED] doit être déboutée de toutes ses demandes

A titre subsidiaire

- les conventions qui lient les établissements d'enseignement à des consommateurs et aux termes desquelles les consommateurs doivent verser une contrepartie financière en échange d'un enseignement et/ou de prestations annexes diverses constituent des contrats habituellement proposés au sens de la loi du 10 janvier 1978
- les clauses de ces contrats sont en fait imposées à l'adhésion des consommateurs et peuvent être qualifiées d'abusives
- une clause contractuelle qui prévoit que le prix total de la scolarité est un forfait intégralement acquis à l'école lors de la conclusion du contrat est une clause abusive s'il n'est pas prévu de faculté de résiliation pour l'étudiant
- la cour de cassation dans un arrêt du 13 décembre 2012 a étendu la faculté de résiliation du contrat par l'étudiant, outre la force majeure, "pour motifs légitimes et impérieux"
- les conditions générales de l'adhésion n'ont jamais été portées à la connaissance de M. [REDACTED] (aucune signature ni paraphe n'émanant du document communiqué par la partie adverse)
- la clause prévue à l'article 9 "ANNULATION RÉSILIATION PAR LE RÉPONDANT FINANCIER" des conditions générales est abusive en ce qu'elle crée, au détriment de l'élève, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties et présente un caractère abusif au sens de l'article L132-1 du code de la consommation aucune clause de résiliation n'étant prévue pour motif légitime et impérieux
- l'article 10 permet à l'établissement de résilier le contrat unilatéralement et sans préavis

A titre plus subsidiaire sur la violation de l'obligation d'information et de conseil

- en faisant peser sur l'élève la charge de la prouver l'inexécution de cette obligation, la juridiction de proximité a inversé la charge de la preuve et violé les articles L111-1 du code de la consommation et 1315 du code civil
- pèse sur les établissements privés d'enseignements supérieurs une obligation d'information et de conseil quant aux caractéristiques essentielles de l'enseignement proposé et sur les facultés de résiliation

- il appartient au prestataire de service professionnel d'établir qu'il a, avant la conclusion du contrat, mis le consommateur en mesure de connaître ces caractéristiques

Sur le préjudice moral subi

- les manquements de l'association [REDACTED] ont conduit M. [REDACTED] à ne pas poursuivre ses études, à demeurer à la charge de sa mère pendant une année.

Dans ses dernières conclusions en défense transmises par voie électronique le 18 avril 2017, l'association [REDACTED] demande à la cour de confirmer le jugement entrepris en ce qu'il a condamné M. [REDACTED] à payer lui payer la somme de 5.300 euros outre intérêts au taux légal à compter du 7 février 2015 et, y ajoutant, condamner M. [REDACTED] à lui payer la somme de 1.000 euros au titre des frais irrépétibles ainsi qu'aux entiers dépens comprenant les frais relatifs à l'ordonnance d'injonction de payer ainsi qu'au jugement rendu par le tribunal d'instance.

L'association [REDACTED] soutient en substance que :

- les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites,
- l'original de la convention a été transmis,
- s'agissant de contrats anciens, l'association s'en remet à l'appréciation de la cour sur le caractère abusif ou non des clauses 9 et 10 du contrat,
- M. [REDACTED] a abandonné sa scolarité sans pour autant procéder à la résiliation par LRAR ou par déclaration contre récépissé au 18 novembre 2013 : il a donc été inscrit pendant une période de trois mois,
- M. [REDACTED] a stoppé son cursus universitaire sans motif légitime et impérieux et sans en informer l'établissement formateur
- M. [REDACTED] connaissait le coût de la scolarité puisqu'il avait déjà effectué sa première année au sein de l'association,
- cette rupture ou l'exercice d'un droit à résilier ou d'annuler son inscription après avoir suivi plus de trois mois d'enseignement doit être analysée comme abusive,
- l'obligation de l'école est de fournir à l'étudiant des prestations d'enseignement et le coût de la formation prévu au contrat est nécessairement fondé sur un calcul et l'optimisation de moyens sur un groupe d'élèves ; la déduction pour absence d'un ou plusieurs élèves vient à altérer et déséquilibrer cette organisation ; lorsqu'un étudiant commence une année de scolarité et sachant que le nombre de place est limité, il ne peut pas être remplacé par un autre étudiant compte tenu des contraintes du programme pédagogique,
- ainsi, l'exercice du droit d'annulation ou de résiliation, d'ailleurs non formalisé par M. [REDACTED] ni justifié par un motif légitime, priverait l'école du montant de frais de scolarité postérieurs sur lesquels l'école avait compté pour équilibrer son budget,
- si la cour estime que ces clauses doivent être réputées non écrites, dès lors, l'économie du contrat doit être analysée au vu de l'ensemble des clauses qui subsistent et des dispositions de droit commun applicables en la matière
- M. [REDACTED] a suivi les cours dispensés par l'association au moins jusqu'au 18 novembre 2013 or, il n'a réglé aucune heure de formation.

Conformément aux dispositions de l'article 455 du code de procédure civile, il est fait expressément référence aux conclusions des parties, visées ci-dessus, pour l'exposé de leurs prétentions et moyens.

L'ordonnance de clôture est intervenue le 18 avril 2018 et l'affaire a reçu fixation pour être plaidée à l'audience rapporteur du 31 mai 2018. Le prononcé de l'arrêt, par mise à disposition du greffe, a été fixé au 27 septembre 2018.

SUR CE, LA COUR,

La recevabilité de l'opposition à l'ordonnance d'injonction de payer formée par M. [REDACTED] n'est pas contestée et sera confirmée.

Par ailleurs, il convient de relever que l'association [REDACTED] a versé aux débats l'original de la convention litigieuse dans son intégralité, de sorte qu'elle justifie des prestations réalisées au profit de M. [REDACTED]

Sur les clauses abusives:

Selon les dispositions de l'article 1134 du code civil dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février que les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, elles ne peuvent être révoquées que leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise et doivent être exécutées de bonne foi.

Cependant, conformément aux dispositions de l'article L132-1 du code de la consommation (devenu L212-1), dans les contrats conclus entre professionnels et non-professionnels, sont réputées non écrites comme étant abusives les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du non-professionnel ou du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat.

Par ailleurs, dans sa recommandation n° 91-01 relative aux établissements d'enseignement, la Commission des Clauses Abusives préconise l'élimination des clauses suivantes :

- clause insérée dans un contrat de formation prévoyant que le montant du contrat est dû en totalité et ne retenant aucun motif pour une éventuelle annulation
- clause d'un contrat d'inscription à une école privée prévoyant qu'à compter du huitième jour de la signature et après la date de la rentrée scolaire tout désistement entraîne le paiement immédiat du solde de la scolarité annuel, aucune remboursement ni réduction des frais de scolarité ne pouvant être consenti en cas de départ volontaire
- clause d'un contrat proposé par un établissement d'enseignement qui fait du prix total de la scolarité un forfait intégralement acquis à l'école dès la signature du contrat et ne permet une dispense partielle du règlement de la formation qu'en cas de force majeure, dès lors qu'elle ne réserve pas le cas d'une résiliation pour un motif légitime et impérieux.

En l'espèce, le 14 octobre 2013, M. [REDACTED] en tant qu'étudiant et Mme M. [REDACTED] en qualité de "répondant financier" ont formalisé avec l'Ecole [REDACTED] un **"DOSSIER D'INSCRIPTION - FORMATION INITIALE - BTS MANAGEMENT DES UNITÉS COMMERCIALES - 2^{ème} année - Année scolaire 2013-2014"**, l'établissement s'engageant "expressément à fournir la prestation convenue dans les conditions fixées par la documentation remise lors de l'inscription et "Mme [REDACTED] en qualité de mère de l'étudiant" s'engageant "à payer l'intégralité des frais de scolarité".

Le dossier comporte notamment un paragraphe **"FRAIS DE SCOLARITÉ BTS 2^{ème} Année - 2013 - 2014 / Réinscription"** ainsi rédigé : **"MONTANT ANNUEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ (OU FRAIS D'ETUDES)** selon l'échéancier, hors cotisation Association et cotisation Sécurité Sociale Etudiant. Le montant annuel des frais de scolarité constitue un forfait pour l'année scolaire. Dans le seul but de faciliter la trésorerie des familles, l'Etablissement accepte les modalités des paiements ci-dessous".

A été coché la case paiement en 11 fois, soit une première échéance de 800 euros (droit de réservation) au comptant lors de l'inscription, les autres par prélèvement de 450 euros le 10 de chacun des mois, d'octobre à juin, soit un total de 5.300 euros.

Au paragraphe **"RÈGLEMENT A L'INSCRIPTION"** il est indiqué: **TOUTE ÉCHÉANCE IMPAYÉE ENTRAÎNE LA PERTE DE CETTE FACILITE DE PAIEMENT ET L'EXIGIBILITÉ DU SOLDE ANNUEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ**".

Figurent au verso les **"CONDITIONS GÉNÉRALES"** du contrat et notamment les articles suivants :

"9. ANNULATION - RÉSILIATION PAR LE RÉPONDANT FINANCIER:

Par lettre recommandée ou par simple déclaration contre récépissé au secrétariat de l'Etablissement, le répondant financier signataire du présent contrat d'études peut décider de l'annulation ou de la résiliation de l'inscription :

- a) avant la rentrée, la date de la rentrée est fixée par la direction. Elle est communiquée aux étudiants et aux parents avant le 1^{er} septembre. En cas d'annulation avant le début des cours, seul le droit d'inscription est conservé par l'école les autres frais étant intégralement remboursés. Toutefois aucun remboursement ne pourra être exigé avant la première quinzaine d'octobre
- b) à partir du jour de la rentrée scolaire : dans ce cas, la totalité des frais annuels de scolarité est due (sous réserve de l'application du § ci-après)
- c) dans les 7 jours de la signature ou de la remise du présent contrat d'études et lorsque le paiement en plusieurs échéances a été choisi : l'intégralité des sommes versées sera remboursée."

"10. ANNULATION PAR L'ETABLISSEMENT :

- Dans le cadre du règlement intérieur ou du non-respect des échéances
- Dans le cadre de résiliation, le calcul du montant de la scolarité dû à l'Etablissement s'effectuera sur la base de l'échéancier suivant :

Date de résiliation	Montant dû
Octobre	30%
Novembre	40%
Décembre	50%
Janvier	70%
Février	90%
Mars	100%

Lorsque l'effectif de 15 étudiants n'est pas atteint 15 jours avant la date de la rentrée scolaire pour la classe dans laquelle l'étudiant est inscrit, l'Etablissement peut être conduit à proposer une prestation de remplacement au moins équivalent ou à annuler l'inscription. Dans ce dernier cas, l'intégralité des sommes perçues sera remboursée. Conformément aux articles 1152 et 1231 du Code civil, lorsque l'Etablissement ne sera pas ou plus en mesure de fournir sa prestation en cours d'année scolaire, la résiliation de l'inscription sera prononcée et les sommes correspondantes aux prestations non servies seront remboursées, augmentées éventuellement d'une pénalité."

En bas des **"CONDITIONS GÉNÉRALES"** figurent également les indications qui suivent :

"Toute absence non excusée de l'étudiant pendant plus de deux semaines consécutives sera considérée comme une résiliation définitive du présent Contrat d'études.

En cas d'annulation ou résiliation de l'inscription, à quelque moment que ce soit, le solde des sommes dues en application du présent Contrat d'études est immédiatement exigible. Cette disposition est également applicable en cas

d'abandon des études en cours d'année."

Il ressort de ce qui précède que les clauses suivantes présentent un caractère abusif :

- à l'article 9 des conditions générales qui n'évoque que deux cas d'annulation ou résiliation à l'initiative de l'étudiant : à savoir, d'une part, avant la rentrée (date communiquée aux étudiants et aux parents avant le 1^{er} septembre) et dans ce cas, l'école conserve le droit d'inscription (60 euros), les autres frais étant intégralement remboursés et d'autre part, à partir du jour de la rentrée scolaire, mais dans ce cas, la totalité des frais annuels de scolarité est due. Il est toutefois prévu un remboursement de l'intégralité des sommes versées en cas de paiement en plusieurs échéance si l'annulation ou la résiliation est effectuée dans les 7 jours de la signature ou de la remise du contrat d'études,
- s'agissant de l'annulation du contrat à l'initiative de l'école, il ressort de l'article 10 que l'école se réserve le droit d'annuler ou de résilier le contrat dans trois hypothèses : dans le cadre du règlement intérieur, en cas de non-respect des échéances et lorsque l'effectif de 15 étudiants n'est pas atteint 15 jours avant la date de la rentrée scolaire pour la classe dans laquelle l'étudiant est inscrit. Dans les deux premiers cas, les frais de scolarité sont néanmoins dus mais leur montant varie entre 30% et 100% selon que la date de résiliation se situe entre le mois d'octobre et le mois de mars. Dans le dernier cas, l'intégralité des sommes perçues est remboursée, de même que les sommes correspondantes aux prestations non servies, augmentées éventuellement d'une pénalité qui n'est pas précisée.

En effet, la clause figurant à l'article 9 prévoyant qu'à compter du huitième jour de la signature et après la date de la rentrée scolaire tout désistement entraîne le paiement immédiat du solde de la scolarité annuel, aucune remboursement ni réduction des frais de scolarité ne pouvant être consenti en cas de départ volontaire, il y a lieu de considérer qu'en égard au montant élevé des frais de scolarité laissés à leur charge, les parents sont empêchés de se dégager du contrat, même pour un motif légitime et impérieux, alors que le contrat réserve la possibilité pour le professionnel d'annuler le contrat en cas d'effectif insuffisant, sans autre précision ; de même, le professionnel a également la faculté d'annuler l'inscription en cours d'année dans le cadre du règlement intérieur là encore sans autre précision ou en cas de non-respect des échéances tout en mettant à la charge de l'étudiant une partie voire la totalité des frais de scolarité.

Il résulte de ce qui précède que les clauses n° 9 et 10 des conditions générales du contrat doivent être déclarées abusives et donc réputées non écrites.

Sur la demande en paiement formée par l'association [REDACTED]

Il y lieu de requalifier la demande en paiement de l'association [REDACTED] de la somme de 5.300 euros en une demande indemnitaire fondée sur la rupture fautive de la relation contractuelle par M. [REDACTED] ainsi qu'en attestent au demeurant les moyens développés en appel par cette association.

En effet, pour asseoir sa demande en paiement de la totalité des frais de scolarité du contrat de formation, cette société excipe non seulement d'une rupture à l'initiative de M. [REDACTED] qu'elle juge abusive, sans motif légitime et impérieux mais également du préjudice financier subi par suite de cette rupture de contrat qu'elle caractérise par le fait qu'elle a dû engager des frais pour assurer la formation sans percevoir la contrepartie, à savoir le prix du contrat signé par M. [REDACTED] et qu'elle chiffre au montant qu'elle aurait bénéficié si la

scolarité de M. [REDACTED] s'était normalement déroulée jusqu'au bout.

Il convient de rappeler que même si les clauses n° 9 et 10 des conditions générales du contrat ont été déclarées abusives et donc réputées non écrites, il n'en demeure pas moins que la convention dans ses autres dispositions subsiste et qu'il est soumis au droit commun des contrats pour le reste.

Aux termes de l'article 1184 du code civil dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du contrat, du régime général et de la preuve des obligations :

"La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances."

La résolution peut être prononcée aux torts réciproques si chacune des parties a manqué à ses engagements, aux torts du contractant fautif, voire même en cas de l'inexécution non fautive mais consécutive à un cas de force majeure. Elle entraîne l'anéantissement rétroactif du contrat. Dans un contrat synallagmatique à exécution successive, la résiliation judiciaire n'opère pas pour le temps où le contrat a été régulièrement exécuté. La résiliation judiciaire des contrats à exécution successive ne prend pas nécessairement effet à la date de la décision qui la prononce.

Aux termes de l'article 1147 du code civil tel que rédigé antérieurement au 1^{er} octobre 2016 : "Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'exécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part."

Selon l'article 1147 dans sa rédaction applicable au litige : "Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit."

En l'espèce, l'association [REDACTED] produit au dossier :

- un récapitulatif des absences du 01/09/2013 au 31/08/2014 dont il ressort que M. [REDACTED] a été absent pour maladie le 2 septembre 2013 puis absent sans justificatifs trois jours en septembre (les 16, 17 et 30 septembre), six jours en octobre (les 1^{er}, 7, 8, 22, 28 et 29 octobre) et quatre jours entre le 1^{er} et le 18 novembre (les 4, 5, 12 et 18 novembre),
- un document intitulé "Détail des heures Stagiaires" sur la même période, dont il ressort que M. [REDACTED] assisté à 58 heures de cours,
- une facture datée du 7 décembre 2012 d'un montant de 5.300 euros,
- le "Grand livre auxiliaire" au nom de M. [REDACTED] qui reprend les sommes versées depuis l'année 2011 par M. [REDACTED]

Dans un courrier simple daté du 28 mars 2014 adressé à l'[REDACTED] par Mme [REDACTED] celle-ci écrit :

"Vous me réclamez des frais de scolarité pour mon fils [REDACTED] Thomas qui ne peut être scolarisé dans votre établissement car le chèque des frais de dossier d'inscription a été égaré et par conséquent vous n'avez pas pu

l'inscrire aux épreuves du BTS.

Il me semble impertinent de me réclamer une scolarité qui n'est pas assurée.

Il s'agit je pense d'une erreur de vos services."

En réponse à ce courrier, par lettre recommandée avec accusé de réception datée du 8 avril 2014, l'association [REDACTED] qui dément avoir jamais eu en main le chèque dont Mme [REDACTED] fait état dans son courrier du 28 mars 2014 répond :

"Thomas a débuté sa scolarité dans notre école en 2^{ème} de BTS MUC et a assisté entre le 01/09/2013 et le 18/11/2013 à 58 heures de cours.

Ce n'est pas de notre fait si la scolarité de votre fils s'est arrêtée. La scolarité de votre fils, comme indiqué sur la fiche financière, est due."

Puis, par courrier recommandé avec accusé de réception daté du 6 février 2015, l'association [REDACTED] met en demeure M. [REDACTED] de payer la somme de 5.300 euros sans un délai de 8 jours "malgré nos précédentes relances et notre souhait de régulariser à l'amiable ce dossier".

Enfin, par courrier recommandé avec accusé de réception daté du 17 mars 2015, reçu le 23 mars 2015 par l'association [REDACTED] M. [REDACTED] s'oppose au paiement des frais de scolarité et donne les explications suivantes:

"Vous me réclamez par voie d'huissier des frais de scolarité qui ne sont pas dus.

En effet, je n'ai pu effectuer cette scolarité car l [REDACTED] [REDACTED] a égaré le chèque de frais de dossier d'inscription par conséquent n'a pu m'inscrire aux épreuves du BTS.

JE N'AI PAS SUIVI DE COURS DISPENSES PAR VOTRE ETABLISSEMENT, JE NE PAIERAIS DONC PAS UN SERVICE QUI N'A PAS ÉTÉ EFFECTUÉ.

Je compte sur votre compréhension pour ce dossier, sans quoi je me verrai dans l'obligation, et ce sur les conseils d'un avocat, de me défendre en justice."

Il résulte des éléments du dossier que M. [REDACTED] s'est inscrit en première année de BTS MANAGEMENT DES UNITES COMMERCIALES (MUC) pour l'année scolaire 2012-2013, qu'il a suivi les cours et payé l'intégralité des frais de scolaires y compris un droit d'inscription de 60 euros, soit la somme totale de 5.360 euros.

M. [REDACTED] s'est de nouveau inscrit, cette fois en deuxième année de BTS MUC, pour l'année scolaire 2013-2014. Il a rempli le dossier d'inscription le 14 octobre 2013 mais n'a cette fois réglé aucune somme. Le fait qu'il ait signé le dossier d'inscription le 14 octobre 2013 n'est pas incompatible avec le fait qu'il ait suivi les cours dès le 1^{er} septembre 2013, ce d'autant qu'il avait déjà effectué une première année de BTS.

Rien ne permet de remettre en cause le "récapitulatif des absences" et le "Détail des heures Stagiaires" produit par l'association [REDACTED] et force est de constater que M. [REDACTED] n'établi pas, par ailleurs, qu'il a émis un chèque au profit de l'école, chèque dont il ne donne aucune information (date, montant, numéro de chèque et établissement bancaire) et qui aurait été prétendument perdu.

M. [REDACTED] n'établit pas davantage qu'on lui aurait refusé l'accès aux cours et la non-inscription aux épreuves, si elle est avérée ce qui n'est pas le cas, se justifie par l'absence de tout paiement au profit de l'association [REDACTED], ce qui n'est pas contesté.

En réalité, M. [REDACTED] n'a jamais adressé le moindre courrier à l'association [REDACTED] pour l'informer qu'il souhaitait résilier le contrat et pour quelle raison, de même que ladite association n'a jamais procédé, du moins officiellement, à l'annulation ou la résiliation du contrat.

En l'état, il y a lieu de considérer que le contrat s'est arrêté le 18 novembre 2013 du fait des absences répétées de M. [REDACTED] et de l'absence de tout versement.

Dans ces conditions, M. [REDACTED] ne démontrant pas l'existence d'un motif impérieux et légitime suffisant ni de l'inexécution par l'association [REDACTED] de ses engagements, même si le contrat qu'elle a fait signer à M. [REDACTED] n'est pas exempt de tout reproche, il y a lieu de prononcer la résiliation du contrat liant l'association [REDACTED] et M. [REDACTED] à la date du 18 novembre 2017 et de condamner ce dernier à régler à celle-ci les seuls cours qu'il a suivis, soit 58 heures sur une base de 525 heures (nombre maximum d'heure de cours suivi figurant sur le document le "Détail des heures Stagiaires" produit par l'association [REDACTED] soit la seule somme de 585,52 arrondie à 586 euros, ladite association n'établissant pas l'existence d'un préjudice susceptible de résulter du désistement d'un étudiant en cours d'année.

Le jugement sera par conséquent confirmé en ce qu'il a condamné M. [REDACTED] à payer l'association [REDACTED] la somme de 5.300 euros avec intérêts au taux légal à compter du 7 février 2015.

Dans ces conditions, il convient, statuant à nouveau, de prononcer la résiliation du contrat conclu le 14 octobre 2013 entre l'association [REDACTED] et M. [REDACTED] et ce, avec effet au 18 novembre 2013 et de condamner M. [REDACTED] à payer à l'association [REDACTED] la somme de 586 euros.

Sur les dépens et les frais irrépétibles :

Chacune des parties ayant partiellement gain de cause dans ses prétentions, il convient de dire que chacune des parties conservera la charge des dépens qu'elle a exposés et qu'il ne sera pas fait application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile, en première instance comme en appel.

PAR CES MOTIFS,

La Cour, statuant publiquement, par arrêt contradictoire rendu en dernier ressort,

CONFIRME le jugement rendu le 22 février par le tribunal d'instance d'Amiens en ce qu'il a reçu l'opposition à injonction de payer du 22 avril 2015 et l'a mise à néant,

LE REFORME pour le surplus,

Et statuant à nouveau,

DÉCLARE abusives les clauses des articles 9 et 10 du contrat conclu le 14 octobre 2013 entre l'association [REDACTED] et M. [REDACTED]

PRONONCE la résiliation du contrat conclu le 14 octobre 2013 entre l'association [REDACTED] et M. [REDACTED] et ce, avec effet au 18 novembre 2013,

CONDAMNE M. [REDACTED] à payer à l'association [REDACTED] la somme de 586 euros,

Y ajoutant,

DIT que chacune des parties conservera la charge des dépens qu'elle a exposés et qu'il ne sera pas fait application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile, en première instance comme en appel.

LE GREFFIER


Pour expédition certifiée conforme
à l'original, délivrée par nous
Greffier en Chef de la Cour
d'Appel d'Amiens
le 18.3.2019


LE PRESIDENT



